

Bilan et Compte de résultat 2013

ERYTECH PHARMA

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'établissement Frais de développement Concession, brevets et droits similaires Fonds commercial Autres immobilisations incorporelles	109 177	94 900	14 277	29 593
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles: IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions	109 177	94 900	14 277	29 593
Installations techniques, matériel et outillage industriel	337 674	308 028	29 646	36 474
Autres immobilisations corporelles	1 011 123	567 544	443 579	509 067
Immobilisations en cours Avances et acomptes	20 000		20 000	40 000
TOTAL immobilisations corporelles : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Participations évaluées par mise en équivalence Autres participations Créances rattachées à des participations Autres titres immobilisés Prêts	1 368 797	875 572	493 225	585 541
Autres immobilisations financières	682 481	100 607	581 873	79 670
TOTAL immobilisations financières :	682 481	100 607	581 873	79 670
ACTIF IMMOBILISÉ	2 160 455	1 071 080	1 089 375	694 804
STOCKS ET EN-COURS Matières premières et approvisionnement Stocks d'en-cours de production de biens Stocks d'en-cours production de services Stocks produits intermédiaires et finis Stocks de marchandises	138 238		138 238	115 983
TOTAL stocks et en-cours :	138 238		138 238	115 983
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	429	I I	429	
Créances clients et comptes rattachés	87 192	l I	87 192	
Autres créances Capital souscrit et appelé, non versé	1 716 965		1 716 965	998 675
TOTAL créances :	1 804 586		1 804 586	998 675
DISPONIBILITÉS ET DIVERS Valeurs mobilières de placement				1 000 000
Disponibilités	15 112 523		15 112 523	6 875 115
Charges constatées d'avance	101 067		101 067	148 841
TOTAL disponibilités et divers :	15 213 590		15 213 590	8 023 956
ACTIF CIRCULANT	17 156 414		17 156 414	9 138 614
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes remboursement des obligations Écarts de conversion actif				1 484 932

19 316 869

1 071 080

18 245 790

TOTAL GÉNÉRAL

11 318 350

Bilan Passif

ERYTECH PHARMA

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 555	895 555 895	315 3
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	42 335 338	17 767
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	()	/ / -
Report à nouveau	(22 295 938)	(20 284 5
Résultat de l'exercice	(6 478 994)	(2 011 3
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	9: 14 116 301	(4 212 8
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROP	RES 14 116 301	(4 212 8
CAI ITAGAT HOI	14 110 301	(4 212 0
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	763 607	878
AUTRES FONDS PROF	PRES 763 607	878
Provisions pour risques		106
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHAI	RGES	106
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		11 000
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 000	30
Emprunts et dettes financières divers		773
TOTAL dettes financières	15 000	11 803
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES	1 524 652	1 274
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	829 988	361
	029 900	301
Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	347 388	16/
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	347 388	164
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses	2 702 028	1 799
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 702 028 648 854	1 799 943
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses	2 702 028 648 854	1 799
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 702 028 648 854	1 799 943
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes TOTAL dettes diverses PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE DET	2 702 028 648 854	1 799 943

Période du 01/01/13 au 31/12/13

Compte de Résultat (Première Partie)

ERYTECH PHARMA

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	483 964		483 964	
Chiffres d'affaires nets	483 964		483 964	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			294 150	(80 845)
Reprises sur amortissements et provisions, t	ransfert de charges		133 225	39 957
Autres produits			464	5 000 006
	PRODUITS D'E	EXPLOITATION	911 804	4 959 118
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane	e]			
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres appr			578 915	275 364
Variation de stock [matières premières et ap	provisionnement]		(22 255)	(17 923)
Autres achats et charges externes			4 308 504	3 604 775
	TOTAL charge	es externes :	4 865 164	3 862 216
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉ	S		38 114	38 743
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			2 475 736	1 718 300
Charges sociales			1 192 720	827 736
	TOTAL charges de	e personnel :	3 668 456	2 546 035
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisa			152 578	167 990
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant	raaa			
Dotations aux provisions pour risques et cha	_			106 665
	TOTAL dotations d'	exploitation :	152 578	274 655
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			43 325	133 883
	CHARGES D'I	EXPLOITATION	8 767 638	6 855 532
	RÉSULTAT D'I	EXPLOITATION	(7 855 834)	(1 896 414)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

ERYTECH PHARMA

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(7 855 834)	(1 896 414)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés	534 771	1 679
Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 195	3 233
	537 966	2 279 7 191
CHARGES FINANCIÈRES Dotations financières aux amortissements et provisions	100 607	400 000
Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change	438 881 2 700	610 130 10 218
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères de placement	542 188	1 020 348
RÉSULTAT FINANCIER	(4 222)	(1 013 158)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(7 860 056)	(2 909 572)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital	27 829	15 492
Reprises sur provisions et transferts de charges		81 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	27 829	96 492
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 423	10 428
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		456
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions		
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions	13 423	10 885
Dotations exceptionelles aux amortissements et provisions RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	13 423 14 406	10 885 85 608
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	14 406	85 608
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices	(1 366 656)	85 608 (812 570)

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, se caractérisant par :

- total du bilan en € : 18 245 789,54 €
 - chiffre d'affaires en € : 483 964,28 €
 - résultat net comptable en € : (6 478 994,29 €)

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

1 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société s'est introduite en bourse, sur le marché réglementé EURONEXT, compartiment C. Le premier jour de cotation a eu lieu le 07 mai 2013. La société a décidé d'exercer la clause d'extension portant le montant de l'offre publique (hors compensation de créances) à 16,7 M€ auquel se rajoute le montant souscrit d'1 M€ au titre de la compensation de créances.

Le prix applicable au placement global et à l'offre à prix ouvert a été fixé en milieu de fourchette, à 11,60€.

L'intégralité des 1.524.334 actions nouvelles offertes dans le cadre de l'offre publique ont été souscrites et seront allouées de la manière suivante :

- Placement global : 1.157.989 actions allouées aux investisseurs institutionnels (soit 80,4% du nombre total des actions émises) :
- Offre à prix ouvert : 282.595 actions allouées au public (soit 19,6% du nombre total des actions émises).
- Compensation de créances : création de 83.750 actions additionnelles.

Sur la base d'un total de 5.539.952 actions à admettre aux négociations et d'une valeur de 11,60 € par titre, la capitalisation boursière d'ERYTECH s'élève à 64,3 M€ environ à l'issue de l'opération.

Outre la transformation de la Société de la forme de SA à Directoire et Conseil de Surveillance, en SA à Conseil d'Administration (CA), il est à noter la nomination de Mr Gil BEYEN au titre de Président du Conseil d'Administration, par décision du CA du 6 mai 2013.

Mr GOINEAU étant nommé Vice-Président du CA par la même délibération, en sus de sa nomination au titre de Directeur Général Délégué.

2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le cours de l'action de la Société a particulièrement monté en début 2014 jusqu'à franchir son cours d'introduction de 11,60 € dès janvier. De ce fait, la Société et Bryan Garnier ont signé un avenant au contrat de liquidité afin de procéder à une reprise partielle des moyens affectés à hauteur de 400 000 € en date du 25 mars 2014.

La Société a créé une filiale « Erytech Pharma, Inc » aux USA dont l'existence légale a commencé au 9 avril 2014.

La société n'a pas d'autres éléments significatifs postérieurs à la clôture.

3 CONTINUITE D'EXPLOITATION

La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4 PRINCIPE ET METHODES COMPTABLES

4.1 Principe et conventions générales

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables en vigueur en France dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983, ainsi que des Règlements du CRC n° 2000-06, n° 2004-06 et n° 2002-10 relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005.

4.2 Permanence des méthodes

Aucun changement de réglementation comptable ou de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

4.3 Autres principes comptables

Les principales autres méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée ou à leur coût de revient.

Les frais de R&D sont comptabilisés selon la méthode suivante en phase de recherche :

- Aucune immobilisation incorporelle résultant de la recherche ne peut être comptabilisée,
- Les dépenses de recherche (ou la phase de recherche d'un projet interne) doivent être comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues,
- L'immobilisation incorporelle est comptabilisée si, et seulement si, l'entreprise peut démontrer :
 - la faisabilité technique,
 - * l'intention et la capacité d'achever l'immobilisation ou de la vendre,
 - * la façon dont l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs probables,
 - * la disponibilité de ressources pour achever le développement, utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle,
 - * la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle ou au cours de son développement.

Le solde du poste Frais de recherche et développement est nul au bilan. En effet, tous les critères de comptabilisation en immobilisation n'ont pas été réunis, les dépenses correspondantes ont donc été maintenues en charges sur l'exercice.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Concessions, logiciels, brevets
Installations techniques
Matériel et outillages industriel
Matériel de bureau et mobiliers
3 à 10 ans
1 à 5 ans
3 à 5 ans

PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode FIFO.

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OBLIGATIONS CONVERTIBLES

La méthode de comptabilisation des obligations convertibles est celle dite des " deux opérations distinctes ", à savoir l'emprunt obligataire prime de non conversion incluse est enregistré au passif du bilan, la prime de non conversion enregistrée à l'actif.

La prime de non conversion est ensuite amortie proportionnellement aux intérêts courus.

RECONNAISSANCE DES PRODUITS DE SUBVENTION

Le produit de subvention est comptabilisé dès qu'elle est octroyée lors de son encaissement.

Selon le principe de rattachement des charges aux produits, il est tenu compte du rythme des dépenses correspondantes et, le cas échéant, il est constaté une partie de la subvention en « Produits constatés d'avance » lorsque la convention d'octroi de la subvention prévoit explicitement les dépenses à effectuer de manière obligatoire. A contrario, un produit à recevoir est constaté lorsque les dépenses engagées permettent de constater une quote-part de subvention à recevoir.

La société constate donc un produit constaté d'avance correspondant à la fraction de la subvention reçue correspondante aux dépenses non réalisées.

AVANCES CONDITIONNÉES

Les avances reçues de l'État comportent généralement une part en subventions dont le remboursement n'est pas requis, et une part remboursable en cas de succès technique ou commercial, classée en avances conditionnées.

Les avances conditionnées sont présentées au bilan dans la rubrique « Autres fonds propres» tant qu'il existe un doute quant au succès technique ou commercial.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit à titre de soutien financier immédiat à la Société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel les dépenses afférentes au programme concerné sont réalisées.

ESSAIS CLINIQUES

Les frais liés aux essais cliniques sont constatés en charges au fur et à mesure de leur engagement.

Un patient inclus entraine l'obligation pour Erytech d'engager certains coûts que l'étude se poursuive ou non et ce en plus des charges déjà engagées. Dès lors qu'un patient est recruté, la société comptabilise une provision pour couvrir tous les coûts engagés pour poursuivre l'essai clinique à horizon d'un an.

Le reste des coûts engagés pour mener jusqu'à la fin l'essai clinique (patients non encore recrutés) fait l'objet d'un suivi en hors bilan.

PROVISIONS

Une provision pour risques et charges est constatée dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES QUI N'ONT PAS ÉTÉ CONCLUES AUX CONDITIONS NORMALES DE MARCHÉ

Aucune transaction de ce type n'a été conclue sur l'exercice.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE PENSIONS ET RETRAITES

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

La méthode retenue est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Les hypothèses techniques utilisées sont les suivantes:

Age de départ à la retraite : 65-67 ans

Turnover moyen (non cadres), fort (cadres) et faible (dirigeant) Évolution des salaires : cadres et non cadres à 3%, dirigeants à 1%

Table de mortalité INSEE 2013

Taux d'actualisation : taux IBOXX Corporates AA en décembre 2013 de 3,17%

Taux de charges patronales retenus : 47% (non cadres) et 55% (cadres et dirigeants).

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'EMPLOI (CICE)

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un avantage fiscal qui concerne les entreprises employant des salariés et équivaut à une baisse de leurs charges sociales.

Le CICE doit être imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'année au cours de laquelle les rémunérations prises en compte pour le calcul du CICE ont été versées.

Suivant les recommandations de l'ANC, la Société comptabilise le CICE au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « Charges de personnel ».

5 COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le montant des frais de recherche comptabilisés en charge sur l'exercice et non activés s'élèvent à 4 425 519 €.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La Société a conclu un contrat de liquidité avec la société Bryan Garnier afin de favoriser la liquidité de transactions et la régularité des cotations des titres, ainsi que d'éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

A cette fin, la société a porté un crédit au compte de liquidité à hauteur de 600 000 €.

La société Bryan Garnier a fait état d'un portefeuille de titres Erytech Pharma au 31/12/2013 de 52 935 titres, valorisés au cours moyen de 9,43 €, soit 498 965,31 € (enregistrés en immobilisations financières).

La moins value latente correspondant à ces titres s'élève à 100 607,33 €, portée en Provision pour dépréciation.

Le solde de trésorerie disponible au 31/12/2013 s'élève à 427,36 €.

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts & cautionnements à hauteur de 82 480,61 €.

Les immobilisations financières sont donc résumées ainsi :

Intitulé	Solde
Depots Et Cautionnements	82 481 €
Autres Creances Immo	427€
Actions Propres	599 573 €
Total General	682 481 €

Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONSINCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement Autres immobilisations incorporelles	100 168		9 009
TOTAL immobilisations incorporelles:	100 168		9 009
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	318 097		19 577
Installations générales, agencements et divers	949 722		3 734
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	25 041		32 627
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	40 000		20 000
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles:	1 332 859		75 938
IMMOBILISATIONSFINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	79 670		603 238
TOTAL immobilisations financières :	79 670		603 238

	TOTAL GÉNÉRAL	1 512 698		688 184
RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement Autres immobilisations incorporelles TOTAL immobilisations incorporelles:			109 177 109 177	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales Install. techn., matériel et out. industriels Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	40 000		337 674 953 455 57 668 20 000	
TOTAL immobilisations corporelles : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Participations mises en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immo. financières TOTAL immobilisations financières :	40 000		1 368 797 682 481 682 481	
TOTAL GÉNÉRAL	40 000		2 160 455	

Amortissements

SITUATIO	NS ET MOUVEMENT	S DE L'EXERCICE		
IMMOBILISATIONSAMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Frais d'étab. et de développement. Autres immobilisations incorporelles	70 575	24 325		94 900
TOTAL immobilisations incorporelles:	70 575	24 325		94 900
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel	281 623	26 405		308 028
Inst. générales, agencements et divers Matériel de transport	444 512	95 726		540 238
Mat. de bureau, informatique et mobil. Emballages récupérables et divers	21 184	6 122		27 306
TOTAL immobilisations corporelles:	747 319	128 253		875 572

	TOTAL GÉNÉRAL	817 894	152 578	970 473
--	---------------	---------	---------	---------

MMOBILISATIONSAMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
MMOBILISATIONSINCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	24 325		
TOTAL immobilisations incorporelles:	24 325		
MMOBILISATIONSCORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel	26 405		
Installations générales, agencements et divers	95 726		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 122		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	128 253		

|--|

Variation Détaillée des Stocks et des En-Cours

A la fin	Au début	Variation de	es stocks
de l'exercice	de l'exercice	Augmentation	Diminution
55 848	54 403	1 445	
82 391	61 580	20 810	
138 238	115 983	22 255	
	55 848 82 391	de l'exercice de l'exercice 55 848 54 403 82 391 61 580	A la fin Au début de l'exercice Augmentation 55 848 54 403 1 445 82 391 61 580 20 810

La ligne « autres approvisionnements » concerne le stock de produits dédiés à la production de lots à usages cliniques. L'augmentation de l'activité sur l'année 2013 a induit une forte augmentation du stock concerné.

État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations		į	
Prêts			
Autres immobilisations financières	682 481	į	682 481
TOTAL de l'actif immobilisé :	682 481		682 481
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	87 192	87 192	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	(72 669)	(72 669)	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices	1 366 656	1 366 656	
État - Taxe sur la valeur ajoutée	217 928	217 928	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	28 686	28 686	
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	103 644	103 644	
TOTAL de l'actif circulant :	1 731 437	1 731 437	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	101 067	101 067	

TOTAL GÉNÉRAL	2 514 985	1 832 504	682 481

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	i			
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	i			
- à plus d' 1 an à l'origine	15 000	15 000		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 524 652	1 524 652		
Personnel et comptes rattachés	475 033	475 033		
Sécurité sociale et autres organismes	232 206	232 206		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	14 321	14 321		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	35 708	35 708		
Dettes sur immo. et comptes ratachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	347 388	347 388		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	648 854	648 854	i	

CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

La Société bénéficie depuis sa création en 2004 du Crédit d'Impôt Recherche (CIR), tel que définie par l'article 244 quater B I du code général des impôts.

Sa comptabilisation en résultat en moins de l'impôt sur les bénéfices, en contrepartie d'une créance fiscale.

Le montant du CIR de la Société au titre des trois derniers exercices s'élève à :

- 2013 : 1 366 356 € - 2012 : 812 570 € - 2011 : 798 967 €

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'EMPLOI (CICE)

La Société bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) créé par l'article 66 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012.

Le montant au titre de l'exercice 2013 s'élève à 28 686,24 € et a été constaté en moins des charges de salaires, avec pour contrepartie au bilan une créance fiscale.

DEBITEURS DIVERS

Les débiteurs divers concernent des avoirs à recevoir auprès de fournisseurs ayant fourni à la société des matériels financés en crédit-bail, et ayant facturé à tort la société.

DISPONIBILITES

La trésorerie de la Société s'établit à 15 112 522,84 €, dont 3 000 000 € placés en Comptes A Terme (CAT), souscris :

- pour 1 000 000 € auprès de la Société Générale, échéance 1 mois renouvelable tacitement,
- pour 2 000 000 € auprès de la Banque Populaire, échéance 6 mois, mobilisable à vue.

La trésorerie se répartie donc selon les catégories suivantes :

Comptes courants12 105 313,82 €Comptes A Terme3 000 000,00 €Intérêts courus6 318,91 €Devises890,11 €Total15 112 522,84 €

Charges et Produits Constatés d'Avance

Charges	Produits
101 067	648 854

TOTAL 101 067 648 854

Les charges constatées d'avances concernent prioritairement les contrats de maintenance ainsi que les contrats de locations mobilières et immobilières.

Les produits constatés d'avance sont la quote-part de subvention du projet TEDAC, dont les frais liés n'ont pas été encore engagés.

PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS

Toutes les obligations convertibles ont été converties lors de l'introduction en bourse de la société en mai 2013.

De fait, les primes de non conversion ont été amorties jusqu'au 30/04/2013 au prorata des intérêts courus à hauteur de 131 507 €, pour être ensuite annulées.

Leurs fractions précédemment amorties ont été comptabilisées en Autres Produits Financiers.

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début exercice	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant net fin exercice	
Primes de remboursement des obligations	1 484 932	1 353 425	131 507	0	

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	28 686
Divers, produits à recevoir	428
Autres créances	103 216
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	

TOTAL 132 330

Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	3 153 550	0,1
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	2 405 402	0,1
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	5 558 952	0,1

L'introduction en bourse sur EURONEXT a créé 2 386 402 nouveaux titres en mai 2013.

L'IPO en elle-même a créé 1 440 584 titres, la conversion des Obligations a créée 945 818 titres.

L'exercice de BSA a créé 19 000 nouveaux titres sur l'exercice.

Le nominal à l'ouverture a été divisé par 10, simultanement d'une multiplication par 10 du nombre de titres (AG du 02/04/2013).

Tableau de variation des capitaux propres (en euros, normes françaises)

	Nombre d'actions	Capital Social	Prime d'émission	Réserves & à-nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total Capitaux Propres
Solde au 31 dec 2012	3 153 550	315 355,00 €	17 767 715,14 €	(20 284 543,97 €)	(2 011 394,12€)	- €	(4 212 867,95 €)
Affectation du résultat 2012				(2 011 394,12 €)	2 011 394,12€		- €
Capitalisation des interêts d'OC	83 750	8 375,00 €	963 125,00€				971 500,00 €
Conversion des OC	862 068	86 206,80 €	8 913 793,20 €				9 000 000,00 €
IPO	1 440 584	144 058,40 €	16 566 716,00 €				16 710 774,40 €
Imputation des frais d'IPO			(2 013 989,01 €)				(2 013 989,01 €)
Conversion de BSA	19 000	1 900,00 €	137 978,00 €				139 878,00 €
Résultat de l'exercice 2013					(6 478 994,29€)		(6 478 994,29 €)
Solde au 31 dec 2013	5 558 952	555 895,20 €	42 335 338,33 €	(22 295 938,09 €)	(6 478 994,29€)	- €	14 116 301,15 €

AVANCES CONDITIONNEES

Les avances conditionnées d'un total de 763 607 € se répartissent au 31/12/2013 de la façon suivante :

- OSEO INNOVATION (avance 1) : 635 000 €
- OSEO FEDER (avance 2) : 66 000 €
- OSEO / BPI FRANCE (avance 3) : 62 607 €

1. Aide accordée par <u>OSEO INNOVATION (735 000 €)</u>: programme ayant pour objet le "développement d'un nouveau traitement contre le cancer du pancréas par l'administration de globules rouges allogéniques incorporant la L-Asparaginase".

Cette aide est distribuée en 3 phases:

- 294 000 € après la signature de l'accord (versés en 2008)
- 294 000 € sur appels de fonds (versés en 2010)
- solde à l'achèvement des travaux après constat de fin de programme par OSEO.

Le remboursement de cette avance conditionnée s'effectuera selon un échéancier défini qui prendra fin au plus tard le 30/06/2016. A ce titre, la société a remboursé sa première échéance de 100 000 € en 2013.

2. Aide accordée par <u>OSEO FEDER (135 000 €)</u>: programme ayant pour objet la "validation préclinique de l'encapsulation d'ARN interférents à visée thérapeutique dans des globules rouges, notamment pour limiter l'inflammation du foie cirrhotique et/ou prévenir le développement de carcinomes hépatocellulaires".

Cette aide est distribuée en 4 phases:

- 40 500 € après la signature de l'accord (versés en 2009)
- 40 500 € sur appels de fonds (versés en 2010)
- 27 000 € sur appels de fonds
- solde à l'achèvement des travaux après constat de fin de programme par OSEO.

Le remboursement de cette avance conditionnée s'effectuera selon un échéancier défini qui prendra fin au plus tard le 30/06/2016. Le programme ayant été interrompu de façon anticipé, seules les deux premiers appels de fonds ont été versés pour un total de 81 000 €. La société a remboursé ses deux premières échéances en 2013 pour un total de 15 000 €.

3. Aide accordée par OSEO / BPI FRANCE (4 895 052 €) : projet TEDAC.

Cette aide est distribuée à l'achèvement d'étapes clefs successives :

- 62 607 € après la signature de l'accord (versés en 2012)
- le reste par appels de fonds en fonction des étapes clefs.

La société s'engage à rembourser à OSEO la somme de 5 281 000 € dès l'atteinte d'un montant cumulé de chiffre d'affaires hors taxes égal ou supérieur à 10 millions d'euros, et le cas échéant une annuité égale à 50% du produit généré par la cession des titres de propriété intellectuelle issus du projet. Dans un deuxième temps, dès lors que le chiffre d'affaire cumulé atteint 60 000 000 €, la société s'engage à verser à OSEO la somme de 2,5% du chiffre d'affaires généré par l'exploitation des produits issus du projet, dans la limite d'un remboursement total de 15 M€ sur 15 ans.

Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges

Prov. pour garant. données aux clients

Prov. pour pertes sur marchés à terme

Provisions pour amendes et pénalités

Provisions pour pertes de change

Prov. pour pensions et obligat. simil.

Provisions pour impôts

Prov. pour renouvellement des immo.

Provisions pour gros entretien et

grandes révisions

Provisions pour charges sociales et

fiscales sur congés à payer

Autres prov. pour risques et charges 106 665 106 665

PROV. POUR RISQUES ET CHARGES 106 665 106 665

Prov. sur immobilisations incorporelles

Prov. sur immobilisations corporelles

Prov. sur immo. titres mis en équival.

Prov. sur immo. titres de participation

Prov. sur autres immo. financières

Provisions sur stocks et en cours

Provisions sur comptes clients

Autres provisions pour dépréciation

PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION 100 607 100 607

TOTAL GÉNÉRAL 106 665 100 607 106 665 100 607

100 607

Une procédure administrative d'opposition devant l'Office Européen des brevets avait été mise en œuvre par un tiers à fin 2012, pour être finalement abandonnée par les différentes tierces parties.

100 607

Hormis la provision pour dépréciation d'immobilisations financières, la société a constaté une reprise de provision pour risques et charges de 106 665 €, le litige prudhommal rattaché à cette provision ayant fait l'objet d'une conciliation totale entre les parties.

OBLIGATIONS CONVERTIBLES (OC)

Dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, les obligations convertibles ont été intégralement converties, ainsi que les intérêts capitalisés à fin avril 2013.

Charges à Payer

ERYTECH PHARMA

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	278 223
Dettes fiscales et sociales	509 072
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	347 388

TOTAL	1 134 683
TOTAL	1 104 000

6 COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU RESULTAT

CHIFFRE D'AFFAIRES

La Société a conclu en 2012 un accord de distribution exclusive de son produit dans l'indication de la leucémie lymphoblastique aigue auprès de la société Orphan Europe, groupe Recordati.

La Société a également contracté avec le groupe Recordati la prise en charge financière de l'essai clinique GRASPA-AML 2012-01 dans la leucémie myéloïde aigue (LAM), à hauteur de 5 millions d'Euros.

A ce titre la Société a commencé en avril 2013 à refacturer sur une base mensuelle les coûts de l'étude clinique à Orphan Europe, ceci constituant des produits divers, étant refacturés sans marge.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

La Société a constaté la quote-part de subvention TEDAC rattachée aux dépenses de l'exercice sur le programme pour 294 150 €.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération globale versée aux mandataires sociaux dirigeants s'élève à 572 642 €.

La rémunération globale s'élève à 221 001 € pendant la période du 01/01/2013 au 30/04/2013 pendant laquelle la Société était organisée sous forme de SA à Directoire et Conseil de Surveillance.

La rémunération globale s'élève à 351 641 € pendant la période du 01/05/2013 au 31/12/2013, la Société étant maintenant sous forme de SA à Conseil d'Administration.

Les titres ouvrant droit à une part du capital à terme détenus sont présentés dans le tableau détaillé "Bons de souscription".

OBLIGATIONS CONVERTIBLES (OC)

PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS

La prime de remboursement a été amortie sur la durée de l'exercice au prorata temporis des intérêts courus.

Les obligations ayant été converties dans le cadre de l'introduction en bourse, la reprise de la prime antérieurement amortie a été comptabilisée en autre produits financiers pour 515 068,49 €.

Au point de vue fiscal, est déductible l'amortissement de la prime égale à la fraction courue au cours de l'exercice, déterminé de manière actuarielle selon la méthode des intérêts composés c'est-à-dire en appliquant le taux d'intérêt actuariel calculé à la date d'émission de l'emprunt. Le taux d'actualisation retenu est de 3%.

L'exercice de l'année 2012 avait constaté à ce titre une réintégration fiscale de 130 672 €, que nous déduisons du résultat fiscal de l'année 2013, la prime de non conversion étant totalement annulée car caduque.

2. INTERETS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES

La Société a constaté les intérêts dus pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2013, pour les OC portant coupons à 15% l'an.

Le montant correspondant s'élève à 197 260,27 €, porté en charges financières.

La dette correspondant aux intérêts cumulés depuis l'émission des OC s'élevait à 971 506,85 € au 30/04/2013 et à été convertie en actions de la société en même temps que leur nominal de 4 000 000 €.

Détail des Produits Exceptionnels et Charges Exceptionnelles

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant	Imputé au compte
Produits courants de gestion	53	77180000
Solde litige fournisseur	27 776	77200000

TOTAL 27 829

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant	Imputé au compte
Charges courantes de gestion	615	67180000
Charges sur exercice anterieur	12 808	67200000

TOTAL 13 423

INCIDENCE DE LA FISCALITE DIFFEREE

	Montant
Résultat de l'exercice	(6478994€)
Impôt sur les bénéfices	(1366656€)
Résultat avant impôt	(7 845 650 €)
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	(7 845 650 €)
Résultat Fiscal de l'exercice	(7992388€)
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent	26 309 540 €
Total des déficits restant à reporter	34 301 928 €

IMPOTS SUR LES BENEFICES

VENTILATION DE L'IMPOT ENTRE RESULTAT COURANT ET RESULTAT EXEPTIONNEL

	Montant	Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat de l'exercice	(6478994€)	(6 493 400 €)	14 406 €
Impôt sur les bénéfices	(1 366 656 €)	(1 366 656 €)	
Résultat avant impôt	(7845650€)	(7860056€)	14 406 €

Le montant d'impôt sur les bénéfices correspond au CIR. Sa base de constitution correspond à des coûts de recherches exclus du Résultat exceptionnel.

Détail des Transferts de Charges

NATURE	Montant
Avantage en nature	25 41
Indemnités journalières de la sécurité sociale	1 14

TOTAL

26 559

7 AUTRES INFORMATIONS

ESSAIS CLINIQUES

Les frais liés aux essais cliniques sont constatés en charges au fur et à mesure de leur engagement.

Un patient inclus entraine l'obligation pour Erytech d'engager certains coûts que l'étude se poursuive ou non et ce en plus des charges déjà engagées. Dès lors qu'un patient est recruté, la société comptabilise une provision pour couvrir tous les coûts engagés pour poursuivre l'essai clinique à horizon d'un an.

Le reste des coûts engagés pour mener jusqu'à la fin l'essai clinique (patients non encore recrutés) fait l'objet d'un suivi en hors bilan.

31/12/2013

		Engagement cont	ractuel ERYTECH	
Nom essai clinique	FNPTTC	Certain FNP	Incertain (hors bilan HT)	Commentaire
2007/04	0	0	0	Etude terminée
2008/02	0	0	0	Etude terminée
2009/06	347	0	0	Recrutement terminé
2012/09	0	0	0	Recrutement non commencé
2012/10	0	0	0	Recrutement non commencé
2013/03	0	0	0	Recrutement non commencé
	FI	NP	НВ	
	3-	47	0	

31/12/2012		Engagement contractuel Erytech]
Nom essai clinique	FNP	Certain FNP	Incertain (hors bilan HT)	Commentaire
2007/04	95	0	0	Recrutement terminé
2008/02	0	0	0	Terminée
2009/06	68	0	534	Estimé fin de projet 1566 K€ ht
	F	NP	HB	
	10	53	534	

La provision liée à l'avancement du projet GRASPALL 2009-06 à fin 2013 a été comptabilisée en Charges à payer pour 347 387,77 € TTC.

INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de 3,17 %, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2013 s'élève à 117 144,75 euros.

Aucune provision pour charges n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

ENGAGEMENT ENVERS LES DIRIGEANTS

Le Conseil d'Administration du 24 mai 2013, a autorisé des indemnités de départ au bénéfice de :

- Mr Gil BEYEN. Cet engagement prévoit qu'en cas de départ de Mr BEYEN de la société, c'est-à-dire en cas :
 - o d'expiration du mandant (sauf renouvellement refusé par Mr BEYEN) ou
 - de révocation (sauf pour faute grave ou lourde tel que ce terme s'entend au regard de la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de Cassation)

Mr BEYEN pourra prétendre à une indemnité égale à :

- o douze fois la moyenne mensuelle des rémunérations (primes comprises) effectivement perçus au cours des douze mois précédant la décision de révocation ou l'expiration du mandat ou
- la rémunération fixe annuelle définie par le Conseil d'Administration, en cas de révocation décidée dans les douze mois suivant la nomination de Mr BEYEN.
- Mr Pierre-Olivier GOINEAU. Cet engagement prévoit qu'en cas de départ de Mr GOINEAU de la société, c'est-à-dire en cas :
 - o d'expiration du mandant (sauf renouvellement refusé par Mr GOINEAU) ou
 - o de révocation (sauf pour faute grave ou lourde tel que ce terme s'entend au regard de la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de Cassation)

Mr GOINEAU pourra prétendre à une indemnité égale à douze fois la moyenne mensuelle des rémunérations (primes comprises) effectivement perçus au cours des douze mois précédant la décision de révocation ou l'expiration du mandat

- Mr Yann GODFRIN. Cet engagement prévoit qu'en cas de départ de Mr GODFRIN de la société, c'està-dire en cas :
 - o d'expiration du mandant (sauf renouvellement refusé par Mr GODFRIN) ou
 - o de révocation (sauf pour faute grave ou lourde tel que ce terme s'entend au regard de la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de Cassation)

Mr GODFRIN pourra prétendre à une indemnité égale à douze fois la moyenne mensuelle des rémunérations (primes comprises) effectivement perçus au cours des douze mois précédant la décision de révocation ou l'expiration du mandat.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur l'exercice 2013, les honoraires du commissaire aux comptes payés sur l'exercice s'élèvent à :

- dans le cadre de sa mission légale : 69 750 € hors débours,
- au titre d'audit de prestations de services entrant dans les DDL: 1 800 €.

BONS DE SOUSCRIPTION

L'AGE du 21 mai 2012 a constaté en première résolution que la totalité des BSA et BSPCE émis préalablement à ce jour par la société (à l'exception des BSA-A Full Ratchet) sont purement et simplement annulés. Cette même AGE a statué en seconde résolution la décision d'émettre de nouveaux BSA et BSPCE.

Le 07 mai 2013, les BSA-A Full Ratchet ont été annulés dans le cadre de l'introduction en bourse de la société.

A fin 2013, les Bons de souscriptions se décomposent ainsi.

Référence BSA / BSPCE	Référence AGE	Parité	Période d'exercice	Nombre de titres émis	souscriptions	exercice	Nombre de titres restant à exercer
BSPCE ₂₀₁₂ (1)	21/05/2012	1 titre = 10 actions	20/05/2020	33 788	20 611	-	13 177
BSA ₂₀₁₂ (2)	21/05/2012	1 titre = 10 actions	20/05/2020	11 263	4 025	1 900	7 238
			TOTAL :	45 051	24 636	1 900	20 415

DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Dans le cadre du droit individuel à la formation institué par la loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, au 31/12/2013, le volume d'heures de formation cumulées relatif aux droits acquis et non exercés est de 2382 heures.

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			702 889		702 889
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs	İ		540 694		540 694
- dotations de l'exercice			47 790		47 790
TOTAL			114 405		114 40
]		<u>-</u>		
REDEVANCES PAYÉES : - cumuls exercices antérieurs			558 160		558 16
- dotations de l'exercice			96 246		96 24
TOTAL	i	<u> </u>	654 406		654 40
	,				
REDEV. RESTANT À PAYER :					
- à un an au plus	 		52 524		52 52
- à plus d'un an et cinq ans au plus			80 562		80 562
- à plus de cinq ans					
TOTAL			133 086		133 08
VALEUR RÉSIDUELLE]				
- à un an au plus			24 040		24 04
- à plus d'un an et cinq ans au plus			46 036		46 036
- à plus de cinq ans					
TOTAL			70 076		70 07
Mont. pris en charge dans l'exercice	ļ 				
Rappel : Redevance de crédit bail					101 63

Ce tableau recense 7 crédits-bails finançant du matériel pour la R&D et la Production. Deux contrats se sont terminés sur l'exercice. L'échéance la plus lointaine est à février 2018.

Effectif Moyen

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	17	
Ouvriers		

TOTAL 36

La société a connu sur l'exercice 5 embauches, ainsi que 5 départs de salariés.

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	117 145
Autres engagements donnés :	

TOTAL 117 145

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Avals et cautions et garanties	
Autres engagements reçus :	4 516 035

TOTAL 4 516 035

L'engagement de Recordati sur l'étude GRASPA-AML s'élève contractuellement à 5 000 000 €, et est valorisé à hauteur de 4 516 035 € fin 2013, l'écart correspondant à la refacturation 2013.

RISQUES DE MARCHÉ

La Société utilise l'euro comme devise de référence dans le cadre de ses activités d'information et de communication financière. Cependant, une part significative, de l'ordre de 10% des dépenses d'exploitation, est libellée en dollars américains (bureau de représentation à Philadelphie, collaborations en matière de production de lots cliniques avec l'American Red Cross, consultants en « Business Development », consultants pour élaboration d'essais cliniques aux États-Unis, collaborations diverses autour de tests et de projets cliniques aux États-Unis).

À ce jour, la Société n'a pas opté pour des techniques actives de couverture, et n'a pas eu recours à des instruments financiers dérivés à cette fin. Des fluctuations de change défavorables entre l'euro et le dollar difficilement prévisibles pourraient affecter la situation financière de la Société.

La dépendance va augmenter car la société va mener des essais cliniques aux USA et à plus long terme vendre sur ce marché. La société optera pour des techniques de couverture de change.

Les dépenses en US Dollars se sont élevées à 556 547 \$ lors de l'exercice comptable 2013. Les contrevaleurs enregistrées en comptabilité se sont élevées à 420 094 € au gré des saisies des factures et des fluctuations de cours. Ce qui représente une parité moyenne annuelle de 1,324 \$ pour 1€.

Les écarts de change ne sont pas significatifs sur les périodes présentées.